



Comment organiser le contrôle ouvrier ?

Il ne fait de doute pour personne, pas même pour les dirigeants du F. P. (P.C.P.S. et C.G.T.) qui affirment chaque jour le contraire, que la classe ouvrière de France ne pourra conserver les avantages acquis en juin autrement que par une lutte acharnée contre le patronat.

Chaque jour apporte une nouvelle confirmation : Blériot annonce le licenciement de 900 ouvriers, Maggi renvoie des délégués ouvriers, le patronat du bâtiment n'applique pas le contrat collectif, la Licorne refuse d'accorder immédiatement les congés, etc.

À travers cette lutte défensive, les ouvriers s'aperçoivent bientôt qu'il leur est indispensable d'exercer une pression plus ferme sur le patronat, d'obtenir des garanties pour le maintien de leurs avantages. Ainsi va se trouver posé, à bref délai, la nécessité de réaliser le contrôle ouvrier de la Production.

Il importe que, dès aujourd'hui, la partie la plus consciente du prolétariat entreprenne l'examen concret de multiples questions posées par ce problème.

LE CONTRÔLE DES PRIX

Malgré les promesses gouvernementales, malgré les démonstrations « répressions de hausse illicite », un fait est là, visible pour tous : la hausse des prix. Très rapidement, en faisant leur marché, à l'épicerie du coin, les ménagères ont compris que la hausse des salaires en juin serait bientôt engloutie par une hausse correspondante, sinon supérieure, des prix des denrées alimentaires, de tous les objets de consommation courante.

Et cependant, la semaine de 40 heures qui à elle seule représente une augmentation effective de salaires de plus de 16 %, n'est pas encore en application. Quelle sera alors la hausse des prix ?

Il est clair que le patronat n'est nullement disposé à faire les frais des nouvelles lois sociales. Comme toujours, il veut en remettre la charge sur le dos des ouvriers.

Il ne faut pas le permettre : Dans toutes les entreprises, les délégués ouvriers doivent contrôler les frais de production et les bénéfices commerciaux :

les prix de vente ne doivent pas augmenter, les augmentations de salaires doivent être prises sur la marge des bénéfices réalisés par le patronat.

Elle est mince ; réduisez-la encore. Le patronat ne nous a pas associé à ses bénéfices des années de prospérité. De gré ou de force, nous nous associerons à ses bénéfices des années de crise.

Dans nombre d'industries et, plus particulièrement celles qui intéressent l'alimentation, l'habillement, les comités de ménagères doivent exercer le contrôle des prix en liaison avec les délégués ouvriers d'entreprises.

Un exemple : le 14 juillet, les employés de chez Maggi ont défilé aux cris de « les Soviets chez Maggi ». Aujourd'hui, la direction renvoie des délégués à l'usine Maggi-Klub (avenue J.-Jaurès), les camarades prouvent leur combativité : toutes les usines Maggi débrayent par solidarité. C'est bien.

Il faut aller plus loin. Il faut réaliser le premier pas vers les Soviets par le contrôle ouvrier.

Avec l'appui des comités de ménagères élus dans chaque quartier, les délégués ouvriers doivent empêcher la hausse des prix.

Avec l'aide des syndicats agricoles groupant les moyens et petits paysans producteurs, ils verront quels bénéfices importants réalisent sur leurs dos à tous : employés, ménagères, paysans, la direction de Maggi.

C'est le seul moyen d'empêcher réellement la hausse des prix. C'est le seul moyen pour les employés de Maggi d'obtenir le respect de leurs avantages acquis, de marcher vers les « Soviets chez Maggi ».

C'est ainsi que la classe ouvrière entraînera avec elle les petits et moyens paysans, c'est-à-dire les classes moyennes, et non pas en versant sur leur sort des larmes de crocodile, comme le fait, chaque matin, la presse du F. P.

LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION

La campagne en faveur du contrôle ouvrier, engagée sous l'angle de la consommation, c'est-à-dire du contrôle des prix, doit permettre d'entraîner derrière ce mot d'ordre

les couches les plus arriérées du prolétariat qui, aujourd'hui encore, ne pensent pas au problème du pouvoir.

Mais le contrôle de la production est incomparablement plus vaste. Il ne s'agit pas seulement de la direction des ateliers, mais aussi de l'écoulement de la production, de l'approvisionnement de l'usine en matières premières, en matériaux de construction, de crédits, etc.

Le contrôle de la production signifie la préparation directe à la gestion prolétarienne de l'usine. Le rapport de forces à l'usine est déterminé par la puissance de la poussée générale exercée par le prolétariat sur la société bourgeoise. En général, le contrôle n'est concevable qu'avec une prépondérance indiscutable des forces politiques du prolétariat sur le capital. Il ne constitue pas un état durable, « normal », comme le sont les contrats collectifs ou les assurances sociales.

Pour diriger les usines, il faut des connaissances, l'expérience et des organismes appropriés. Il faut une certaine période d'apprentissage. Le prolétariat est intéressé à ce que, pendant cette période, la direction reste entre les mains de l'administration expérimentée, mais il l'oblige à ouvrir tous les livres et établir une surveillance vigilante sur toutes ses liaisons et toute son activité.

Le prolétariat est intéressé à ce que le passage de la production capitaliste privée à la production capitaliste étatique et socialiste se fasse avec le moins de secousses économiques possibles, avec le moins de gaspillage du bien public. Voilà pourquoi, tout en se rapprochant du pouvoir et même en s'en emparant par la lutte la plus hardie et la plus décisive, le prolétariat montrera qu'il est entièrement prêt à créer le régime transitoire dans les usines, dans les banques.

Nous verrons dans un prochain article quels problèmes pratiques posent le contrôle ouvrier.

Georges.
(à suivre)

La Grève des dessinateurs sur tissus

300 dessinateurs pour tissus imprimés et papiers peints font la grève d'occupation depuis vingt jours dans près de 30 bureaux et ateliers du centre de Paris.

Cette grève dont nul journal n'a parlé, est la première grève générale d'occupation pour une corporation déterminée, le mouvement s'étant déclenché avec le plus magnifique ensemble le 4 juillet à midi, devant le refus de la chambre syndicale patronale de discuter d'urgence les revendications des employés. D'importantes victoires ont été déjà acquises, une douzaine de maisons ont accepté d'appliquer dès maintenant les principaux points du futur contrat collectif : barème de salaires minima, paiement au mois, suppression du travail aux pièces.

Cette grève a lieu dans une corporation où le syndicat, il y a deux mois, était inexistant, où nul mouvement revendicatif n'avait jamais été envisagé, cependant, la conscience de classe s'est éveillée et fortifiée parmi le personnel des maisons en grève, dans cette lutte d'ensemble contre le patronat. C'est le principal facteur de résistance des grévistes, c'est la promesse certaine, pour les jours prochains, d'une victoire complète.

Maisons-Alfort

Le Contrôle ouvrier entre en application !

Un militant révolutionnaire aujourd'hui membre de notre parti a réussi, grâce à son activité et à sa propagande conforme aux mots d'ordre de notre parti, à faire inclure dans les contrats collectifs de plusieurs boîtes : le CONTRÔLE DE LA GESTION DE L'ENTREPRISE (contrôle financier) par les ouvriers.

Bravo pour ce premier pas vers le CONTRÔLE OUVRIER !

Que l'exemple de Maisons-Alfort soit suivi ! C'est le seul moyen d'entraîner la contre-offensive patronale sur le terrain de la vie chère et sur le terrain des renouveau partiels. Camarades de Maisons-Alfort, adhérez à notre cellule du P.O.I.

La Grève Générale en Avignon

Depuis le 18 juin, 3.500 gars du Bâtiment d'Avignon sont en grève pour leurs revendications. Le mouvement s'est déclenché après que les autres corporations aient fait grève et obtenu les plus complètes victoires. Pétroles et Essences, Alimentation (saucisson « Mireille »), avec 400 ouvriers et ouvrières, Soie artificielle, toutes ses usines ont été occupées. Il n'y avait pas de Syndicats dans ces boîtes. Les ouvriers et ouvrières se syndiquaient en masse à la réunion qui précède chaque grève. Toutes les revendications ont été acceptées après quelques jours de grève, quoique dépassant de beaucoup les accords « Matignon ». Les salaires dans toutes les corporations du Bâtiment étaient extrêmement bas, allant de 2 fr. 50 (manœuvres) à 4 fr. 50 et 5 francs aux ouvriers les mieux payés, mais la grande majorité des maçons, cimentiers, peintres, etc., ne dépassaient pas 4 francs de l'heure.

Le Syndicat était inexistant avec une trentaine d'adhérents (C.G.T.). Le Syndicat autonome, 45 adhérents, fusionna trois jours avant la grève, apportant de bons éléments combattifs. Les grèves éclataient spontanément sur les chantiers avec occupation des lieux.

La grève fut décidée après le refus du Syndicat patronal d'accepter le cahier de revendications.

Grève totale de toutes les corporations du Bâtiment. Les usines et dépôts de matériaux sont occupés. Les piquets de grèves fonctionnent à toutes les entrées de la ville, arrêtant et meltant en fourrière tout camion de tuiles, ciment, plâtre, carrelages, etc...

Le Syndicat patronal le premier jour « accepterait » l'accord Matignon.

La combativité des ouvriers est telle que ces propositions sont rejetées sans retour. L'accord Matignon n'améliorerait pas sensiblement le salaire des terrassiers et manœuvres, 20 à 24 frs par jour = 15 % = 3 fr. à 3 fr. 50 d'augmentation, ni celui des ouvriers qualifiés.

Les patrons font une affiche avec le tableau des salaires qu'ils proposent. Tous les efforts des « conciliateurs » de la municipalité n'aboutissent qu'à un accord sur les congés etc... La question salaires paraît irréductible. Les dirigeants de l'U.L.C. proposent aux grévistes de mener les pourparlers par corporations.

Devant l'opposition résolue des grévistes, ils baillent en retraite sur cette question.

La grève générale de solidarité est votée par l'Union Locale des Syndicats pour le 10 juillet. Elle est effectuée à 100 %.

Toutes les usines chôment, les transports en commun, les boutiques ferment, seul le ravitaillement en pain, lait, gaz, eau, électricité est assuré.

Appel au calme du Maire-Sénateur. S.F.I.O. Louis Gros.

La vitrine d'un commerçant Croix de Feu, qui refusait de fermer et menaçait de son revolver les grévistes, est brisée et lui-même malmené.

Le Directeur du Grand Magasin « Dames de France » qui intimidait avec son revolver en main les employés pour les faire entrer au travail est frappé à coups de poings.

Des groupes de grévistes par suite d'un malentendu, s'opposent au déchargement des voitures de maraichers, qui peut avoir lieu ensuite puisque les Halles sont ouvertes. Les maraichers, influencés par les fascistes locaux font une réunion et vont porter une protestation au Préfet. Après cela, les fascistes ayant giflé et battu d'inoffensifs passants, une courte bagarre eut lieu, au cours de laquelle ils sont corrigés par des grévistes. La police municipale arrivée, emmena une quinzaine de fascistes au poste, qui furent relâchés de suite, sur une intervention du sénateur-maire S.F.I.O.

Un agent de la sûreté a été blessé par eux. Ces faits se passent avant 13 heures. A 15 heures, un grand meeting réunit près de 7.000 personnes. Discours réformistes et sentimentaux sur la grève du Bâtiment, sur les classes moyennes. Rien sur les propos de Salengro au Sénat.

Le secrétaire-adjoint de l'U.D., Dijon, « communiste » supplie les assistants de chanter la Marseillaise au défilé qui doit suivre la réunion, avec tous les arguments d'usage. Les cheminots qui sont venus en cortège depuis les ateliers se joignent aux grévistes et le défilé a lieu dans le calme et la dignité, comme l'avaient recommandé les orateurs. La Marseillaise est chantée, mais combien plus puissante s'élève l'Internationale ! A noter qu'une forte por-

portion d'ouvriers immigrés participent activement à la grève du Bâtiment et à la grève générale.

La combativité des grévistes du Bâtiment est magnifique. Elle est renforcée encore par l'appui de cette grève générale où les autres corporations ont montré leur solidarité. Malheureusement, on ralentit les piquets de grève, on lâche les camions sur intervention du sénateur-maire, on ne fait pas l'éducation de classe des camarades.

On répète chaque jour les mêmes discours, le véritable sens de la lutte n'est pas expliqué comme il convient, il est temps que les ouvriers révolutionnaires se joignent à notre Parti Ouvrier Internationaliste pour combattre le courant de collaboration de classe et les flatteries sentimentales et chauvines qui nous conduisent à la défaite. L'avenir appartient aux travailleurs, hommes d'action ! A bas la légalité bourgeoise et ses défenseurs apeurés.

Vive la Révolution Proletarienne !

LILLE

AU SECOURS DES OUVRIERS DE CHEZ DELESPAUL-HAVEZ

Les magnifiques combattants de chez Delespaul-Havez sont toujours en lutte.

Ouvriers, souvenez-vous que ces camarades ont donné un exemple grandiose en assurant la marche de l'usine.

Adressez-leur votre obole : Envoyez les fonds à l'Intersyndicale de l'Alimentation, Lille (Bourse du Travail).

MARSEILLE

Nos camarades, ont participé avec beaucoup de dévouement aux luttes grévistes.

Ils ont mené la bagarre contre les fascistes, à laquelle a fait allusion le député Vidal à la Chambre. Ils ont distribué 1.500 tracts aux ouvriers du bâtiment.

Soucieux de leurs devoirs de liaison régionale, ils ont même délégué un camarade à Avignon, qui a participé de son mieux à la grève générale et aidé nos camarades d'Avignon.

Bravo les B. L. de Marseille. Organisez une forte et combattive région !

ANGERS

Chez Cesbron, rue Dacier.

La vague des grèves enthousiasme la classe ouvrière. Chez Cesbron, les prolots forment leur syndicat et présentent leur cahier de revendications.

En réponse, 2 ou 3 jours après, le patron veut mettre 2 ouvriers en chômage. Aussitôt, une magnifique offre de faire chacun des heures solidarité soulève les ouvriers. Ils en moins pour permettre à leurs 2 camarades de rester. Refus du patron. La grève est décidée. Pendant 8 jours, les ouvriers occupent la boîte. Ils sont une cinquantaine, qui font preuve d'une volonté farouche et d'une parfaite solidarité. Il leur a fallu quitter la boîte, mais non sans la promesse écrite d'avoir satisfaction. Le travail a repris mercredi, mais le comité de grève continue d'exister. Tous sont prêts à continuer la lutte. En quelques jours, nous en avons appris beaucoup...

Après cela, les fascistes ayant giflé et battu d'inoffensifs passants, une courte bagarre eut lieu, au cours de laquelle ils sont corrigés par des grévistes. La police municipale arrivée, emmena une quinzaine de fascistes au poste, qui furent relâchés de suite, sur une intervention du sénateur-maire S.F.I.O.

Un agent de la sûreté a été blessé par eux. Ces faits se passent avant 13 heures. A 15 heures, un grand meeting réunit près de 7.000 personnes. Discours réformistes et sentimentaux sur la grève du Bâtiment, sur les classes moyennes. Rien sur les propos de Salengro au Sénat.

Le secrétaire-adjoint de l'U.D., Dijon, « communiste » supplie les assistants de chanter la Marseillaise au défilé qui doit suivre la réunion, avec tous les arguments d'usage. Les cheminots qui sont venus en cortège depuis les ateliers se joignent aux grévistes et le défilé a lieu dans le calme et la dignité, comme l'avaient recommandé les orateurs. La Marseillaise est chantée, mais combien plus puissante s'élève l'Internationale ! A noter qu'une forte por-

tion d'ouvriers immigrés participent activement à la grève du Bâtiment et à la grève générale.

La combativité des grévistes du Bâtiment est magnifique. Elle est renforcée encore par l'appui de cette grève générale où les autres corporations ont montré leur solidarité. Malheureusement, on ralentit les piquets de grève, on lâche les camions sur intervention du sénateur-maire, on ne fait pas l'éducation de classe des camarades.

On répète chaque jour les mêmes discours, le véritable sens de la lutte n'est pas expliqué comme il convient, il est temps que les ouvriers révolutionnaires se joignent à notre Parti Ouvrier Internationaliste pour combattre le courant de collaboration de classe et les flatteries sentimentales et chauvines qui nous conduisent à la défaite. L'avenir appartient aux travailleurs, hommes d'action ! A bas la légalité bourgeoise et ses défenseurs apeurés.

Vive la Révolution Proletarienne !

Rectification

L'article de Léon Trotsky paru dans le numéro 4 a été daté par erreur de traduction du 9 juin. C'était 9 juillet qu'il fallait écrire.

Le réactionnaire Baré s'est même emparé de cette erreur de date pour reconnaître la clairvoyance du camarade Trotsky et lui prêter un pessimisme qui n'est que dans l'esprit du journaliste des deux cent familles.

Mais pour établir cette clairvoyance, nous n'avons besoin, ni des erreurs de date, ni du réactionnaire Baré. Les événements nous suffisent. N.D.L.R.

Les grèves agricoles

Dans le Nord

Le mouvement gréviste de l'industrie a créé une vive effervescence dans les campagnes, aujourd'hui irrésistiblement le mouvement gagne les millions d'exploités agricoles, les plus déshérités et les plus abandonnés de tous. Partout des syndicats naissent, partout les revendications sont posées, et les ouvriers agricoles se préparent à la grève, ou déjà la font.

Dans la région du Nord en quelques semaines sous l'impulsion de notre camarade De Vreyer s'est constitué un syndicat de l'agriculture déjà puissant puisqu'il groupe plus de 2.500 syndiqués. Un cahier de revendications a été établi, les premiers pourparlers ont eu lieu, et les ouvriers agricoles de la région sont animés d'une grande volonté de lutte. Jeudi dernier à l'issue d'une entrevue de la délégation ouvrière avec le préfet, notre camarade De Vreyer secrétaire général du syndicat, déclara à la presse : « Les pourparlers doivent aboutir avant la moisson... au besoin nous recourrons calmement à la grève ; la moisson n'est pas faite avant que les revendications des ouvriers agricoles aient abouti à une solution satisfaisante. »

Dimanche à la Bourse du Travail de Lille eut lieu l'Assemblée générale des délégués. Le camarade Blotteau, secrétaire adjoint, commenta longuement le projet de contrat collectif. Par des exemples nombreux il démontra que la vie à la campagne n'est pas moins chère qu'à la ville (sauf en ce qui concerne les loyers mais les paysans ont d'autres frais), par conséquent aucun salaire de l'agriculture ne doit être inférieur à celui d'un manœuvre d'usine. Ce principe une fois établi Blotteau s'étonna à juste titre du contrat signé par le syndicat de l'Île-de-France, dans lequel la question des salaires se trouve réservée, et il considère cette lacune comme très grave. De même les heures de travail doivent être réglementées.

Chez les Charbonniers de Paris

Des milliers de charbonniers parisiens suivront désormais les directives de leurs camarades du P.O.I.

Les Charbonniers de la Région Paris-Nord, surpris de la conduite bizarre de la dernière grève des charbonniers par les directions syndicales, et indignés des basses manœuvres de provocation tentées par les Staliniens — il en reste encore qui s'imaginent servir la Révolution en calomniant les Trotskystes, selon les méthodes chères à Staline — contre notre camarade Trocello, ont ripostés en faisant pleine confiance à celui-ci et en en faisant leur dirigeant syndical.

Les milliers de charbonniers de Paris-Nord veulent la Révolution. Ils veulent des chefs révolutionnaires et non des phraseurs qui acceptent de capituler devant le Sénat et la volonté des magnats.

Ils suivront maintenant dans leur lutte nos vaillants camarades du P.O.I., pionniers de la IV^e Internationale et de la Révolution Mondiale. Les calomnies staliennes n'auront plus de prise sur eux.

A bas les révolutionnaires de fauteuil ! A bas les phrases sur la réconciliation française et la défense de la patrie, trahison du prolétariat au profit des impérialistes !

Vive le Parti Ouvrier Internationaliste ! Vive la IV^e Internationale ! Camarades Charbonniers, venez renforcer nos cellules de charbonniers de la région Nord ! Adhérez au P.O.I. !

Les camarades du chantier Ordener.

LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE

Nom
Prénoms
Profession
Adresse
Déclare demander mon adhésion au Parti Ouvrier Internationaliste (bolchevik-léniniste). Section française de la IV^e Internationale.
A adresser au :
Secrétariat du P.O.I. Editions Populaires, 15, passage Dubail, Paris (10^e).

D'autre part, Blotteau prouve que le mouvement n'est pas dirigé surtout contre les moyens et petits cultivateurs, et déjà beaucoup de ceux-ci le comprennent. En effet, les salaires n'ont que pour 25 à 30 p. 100 dans les frais d'exploitation. Il engage les cultivateurs à récupérer ce qu'ils accorderont aux ouvriers agricoles en s'organisant, en luttant contre les grands propriétaires fonciers, les marchands d'engrais et de semences.

Voici l'essentiel de ce que demandent les ouvriers agricoles de la région du Nord : 48 h. de travail en moyenne par semaine, 50 p. 100 en plus pour les heures supplémentaires, repos hebdomadaire, 12 jours de congé payés ; en ce qui concerne les salaires : minimum de 3,50 de l'heure pour les hommes, 2,75 pour les femmes ; en attendant la suppression du travail à la tâche, un salaire journalier équivalent au salaire à temps est garanti à l'ouvrier.

La tâche — de plus certains ouvriers considérés comme spécialisés (jardiniers, conducteurs de machines, etc.) auront 4 fr. 50 de l'heure. D'autre part le syndicat exige la fin de l'exploitation éhontée des jeunes. En effet, des salaires de 5 francs par jour ne sont pas rares pour des jeunes de 16, 17 ans. Pour y remédier un barème de salaire est établi. Les pupilles de l'Assistance publique, pris pour l'apprentissage mais effectuant un travail d'ouvrier devront être payés comme les autres ouvriers. Le contrat prévoit également les conditions de logement et de couchages des ouvriers logés. En plus de ces revendications, le droit syndical doit être reconnu par le patron, des délégués nommés par village et par entreprise.

Nous voyons qu'il ne s'agit là que de revendications fort modérées, inférieures encore à ce qui a été obtenu dans l'industrie. Les prolétaires des villes qui ont montré la voie à leurs frères des campagnes doivent également les appuyer, les aider à obtenir ce qu'eux-mêmes ont déjà conquis : les organisations ouvrières politiques et syndicales doivent soutenir l'action paysanne.

Ne pas agir ainsi serait renoncer à conquérir les campagnes, laisser la voie libre aux Dorgères et Cie pour recruter les troupes du fascisme et étrangler la classe ouvrière.

D'un autre côté à aucun prix il ne faut diviser ouvriers agricoles et petits propriétaires, ils ont les mêmes ennemis : les gros propriétaires fonciers, les trusts des engrais et de la meunerie, liés à l'oligarchie des banques qui exploitent l'ensemble de la classe ouvrière. L'alliance du prolétariat agricole et des petits paysans doit se réaliser. Comme la classe ouvrière, la petite paysannerie doit rester vigilante ; tant que l'ennemi commun ne sera pas abattu la lutte continuera ; l'action revendicative seule deviendra insuffisante, c'est pourquoi les bolcheviks-léninistes lancent le mot d'ordre de la formation de comités paysans constitués par la petite et moyenne paysannerie. Dans chaque village ces comités doivent se créer et aussi, des groupes de défense contre les bandes fascistes soudoyées par les grands propriétaires fonciers et le grand capitalisme.

Dans le Soissonnais

Près de 40.000 ouvriers agricoles sont entrés en lutte, avec une combativité magnifique dans la région de Soissons.

Sur ces ouvriers, il y a au moins 15 à 20.000 qui sont syndiqués. Les ouvriers occupent les fermes, et selon l'attitude des propriétaires, tantôt continuent les soins au bétail, et la traite des vaches, tantôt devant la férocité patronale, font la grève des bras croisés.

Ce dernier procédé a obligé à céder un croix de feu féroce. Dans certaines fermes, à Chambry des bandes de croix de feu, ont attaqué à main armée, les grévistes. D'où l'urgence de la milice ouvrière et paysanne.

Les ouvriers agricoles touchent des salaires de famine : femmes 10 à 12 francs par jour, jeunes 12 à 15 francs, adultes 16 à 18 francs.

Dans la lutte, ils font preuve de la plus intelligente initiative et du plus grand courage. Dans beaucoup de fermes ils ont spontanément établi un cahier de revendications très précis et très détaillé.

Camarades, à l'aide des vaillants ouvriers agricoles.

La Gérante, Suzanne CHARPY

Imprimerie CERBONNET
27, Rue de la Fable-Ragnocq, PARIS